International Journal of Progressive Sciences and Technologies (IJPSAT)
ISSN: 2509-0119.
© 2026 Scholar AI LLC.
https://ijpsat.org/
Vol. 59 No. 2 October 2026, pp. 962-972

Gouvernance Urbaine Et Sécurité À Kinshasa (1960-2025) : Une Evaluation Intégrée Fondée Sur Huit Principes De Bonne Gouvernance

[Urban Governance And Security In Kinshasa (1960-2025): An Integrated Assessment Based On Eight Principles Of Good Governance]

Muajima Kasonga Jean Baptiste[1], Twende Mukengeshay Patrick[2], Mukendi Tuakuilangane Clément[3], Bisa Kibul Michel[4], Nsimanda Ipey Camille[5]

[1]Médecin de santé Publique et expert en Ecologie et gestion de l'environnement
[2]Université de Kinshasa, Kinshasa, République Démocratique du Congo.
[3]Université de Kinshasa, République Démocratique du Congo.
[4]Université de Kinshasa, République Démocratique du Congo.
[5]Université de Kinshasa, République Démocratique du Congo.

Corresponding Author : Muajima Kasonga Jean Baptiste

(cc) BY

Résumé

Contexte : La population de Kinshasa est passée d'environ 400 000 habitants à l'indépendance, en 1960, à un effectif estimé à 17 millions en 2025, une trajectoire qui a constamment dépassé la capacité des institutions urbaines à planifier, réguler et desservir la ville. Cet article examine comment les déficits de gouvernance urbaine ont contribué à cet écart, ainsi qu'à l'insécurité qui en a découlé, en appliquant le cadre d'ONU-Habitat fondé sur huit principes de gouvernance sur l'ensemble de la période 1960-2025.

Méthodes : Un devis mixte mené à partir de 45 entretiens avec des informateurs clés, de huit groupes de discussion (72 participants), d'une analyse documentaire et de données administratives...

Résultats : L'étude constate qu'aucun principe de gouvernance n'atteint un seuil de performance adéquat (Indice de gouvernance urbaine global : 2,25/10) et que ces déficits interagissent au lieu d'opérer isolément. Quatre voies relient la défaillance de gouvernance à l'insécurité : la défaillance de l'administration foncière, la corruption et l'opacité, la fragmentation institutionnelle, et le vide institutionnel exploité par 320 à 450 gangs Kuluna estimés.

Conclusions : L'étude documente également les mécanismes de résilience, portés très majoritairement par les femmes, qui ont partiellement compensé ces défaillances. Elle se conclut par des implications politiques pour Kinshasa et pour d'autres villes africaines en urbanisation rapide.

Mots-clés : gestion municipale ; sûreté publique ; Kinshasa ; République démocratique du Congo ; décentralisation ; administration foncière ; cadre d'analyse ONU-Habitat ; fragilité institutionnelle

International Journal of Progressive Sciences and Technologies (IJPSAT)
ISSN: 2509-0119.
© 2026 Scholar AI LLC.
https://ijpsat.org/
Vol. 59 No. 2 October 2026, pp. 962-972

Abstract

Background: Kinshasa's population has grown from approximately 400,000 inhabitants at independence in 1960 to an estimated 17 million in 2025, a trajectory that has consistently outpaced the capacity of urban institutions to plan, regulate, and service the city. This article examines how urban governance deficits have contributed to this gap, as well as to the resulting insecurity, by applying the UN-Habitat framework based on eight governance principles over the entire period 1960-2025.

Methods: A mixed-methods design was conducted based on 45 key informant interviews, eight focus groups (72 participants), documentary analysis, and administrative data.

Results: The study finds that no governance principle reaches an adequate performance threshold (Overall Urban Governance Index: 2.25/10) and that these deficits interact rather than operate in isolation. Four pathways link governance failure to insecurity: land administration failure, corruption and opacity, institutional fragmentation, and the institutional vacuum exploited by an estimated 320 to 450 Kuluna gangs.

Conclusions: The study also documents resilience mechanisms, carried overwhelmingly by women, which have partially compensated for these failures. It concludes with policy implications for Kinshasa and for other rapidly urbanizing African cities.

Keywords: municipal management; public safety; Kinshasa; Democratic Republic of the Congo; decentralization; land administration; UN-Habitat analytical framework; institutional fragility

1. Introduction

L'urbanisation compte parmi les transformations majeures du XXIe siècle. Plus de la moitié de la population mondiale vit désormais en milieu urbain, une proportion appelée à atteindre près de 70 % d'ici 2050, l'essentiel de cette croissance future se concentrant dans les pays à revenu faible ou intermédiaire **[1]**. Les villes ont longtemps constitué des moteurs de développement économique, mais l'expansion rapide a tout aussi souvent dépassé la capacité institutionnelle nécessaire pour la gérer, produisant urbanisation informelle, dégradation environnementale, déficits d'infrastructures et insécurité croissante.

La notion de sécurité urbaine a été repensée au cours de la même période. Elle n'est plus traitée principalement comme une question de maintien de l'ordre, mais comme un résultat façonné par des risques institutionnels, environnementaux, économiques et sociaux **[2]**. Les structures de gouvernance faibles tendent à produire précisément les conditions, urbanisation informelle, accès inégal aux services, conflits fonciers, criminalité organisée que cette conception élargie de la sécurité entend saisir **[3]**. Le renforcement de la gouvernance urbaine est ainsi devenu une condition préalable à la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier l'ODD 11 (villes durables) et l'ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces).

L'Afrique subsaharienne s'urbanise plus vite que toute autre région du monde **[4]**. On estime que 60 à 70 % des résidents urbains de la région vivent dans des quartiers informels caractérisés par une insécurité foncière, des infrastructures inadéquates et une présence étatique limitée **[5]**. Ces conditions creusent les inégalités spatiales et créent des espaces favorables aux réseaux criminels, faisant de la gouvernance des villes africaines un enjeu autant sécuritaire que développemental.

La République démocratique du Congo (RDC) illustre ces défis structurels avec une netteté particulière. Depuis que la Constitution de 2006 a formellement transféré des responsabilités aux gouvernements provinciaux et locaux, la mise en œuvre demeure limitée : les ressources financières, l'autorité administrative et les capacités de planification restent fortement centralisées **[6]**. Kinshasa, capitale nationale, constitue l'exemple le plus saisissant de croissance urbaine rapide en contexte de fragilité institutionnelle sur le continent. Sa population est passée d'environ 400 000 habitants en 1960 à un effectif estimé à 17 millions en 2025 **[2]**, en faisant l'une des plus grandes aires métropolitaines d'Afrique. Cette croissance s'est accompagnée d'une urbanisation informelle extensive, d'une détérioration des infrastructures, de conflits fonciers généralisés et de la prolifération de gangs criminels localement appelés Kuluna **[7], [8]**.

Un corpus croissant de recherches a examiné des dimensions individuelles de la trajectoire urbaine de Kinshasa, mais ces travaux demeurent largement fragmentés. Peu d'entre eux explorent comment les défaillances interagissent entre les dimensions institutionnelle, légale, financière, territoriale et sociale pour façonner les résultats en matière de sécurité. Cet article vise à

combler cette lacune en développant un cadre analytique intégré fondé sur huit principes de gouvernance pour retracer l'évolution de la gouvernance urbaine à Kinshasa entre 1960 et 2025 et ses conséquences sur la sécurité urbaine.

2. Revue de la littérature

2.1 La gouvernance urbaine au-delà de l'administration publique

La gouvernance urbaine s'est progressivement éloignée d'une conception étatocentrée du gouvernement pour aller vers une compréhension plus large de l'action collective impliquant des acteurs publics, privés et communautaires **[9], [10], [11]**. Dans cette perspective, la gouvernance désigne l'ensemble des arrangements formels et informels par lesquels des acteurs divers coordonnent l'action publique vers des objectifs collectifs.

Les organisations internationales ont développé des cadres multidimensionnels pour évaluer cette gouvernance. La Campagne mondiale pour la gouvernance urbaine d'ONU-Habitat propose huit principes interreliés, redevabilité, État de droit, transparence, efficacité, participation, communication, subsidiarité et cohérence, comme repères normatifs de la qualité de la gouvernance **[12]**. Ce cadre convient particulièrement bien à l'analyse d'environnements métropolitains complexes tels que Kinshasa.

2.2 La gouvernance urbaine comme déterminant de la sécurité

La sécurité urbaine a traditionnellement été examinée à travers un prisme criminologique. Les recherches contemporaines situent de plus en plus l'origine de l'insécurité dans des défaillances de gouvernance plus larges **[13], [14]**. Le concept de sécurité humaine a considérablement élargi cette perspective, en définissant l'insécurité comme une condition incluant la vulnérabilité à la pauvreté, un logement inadéquat, les risques environnementaux et l'exclusion institutionnelle.

Les études empiriques retracent plusieurs voies distinctes de la faiblesse de la gouvernance vers l'insécurité. Une administration foncière défaillante accroît les litiges fonciers et les occupations illégales **[15]**. Un manque de transparence ouvre la voie à la corruption dans la planification urbaine **[16]**. Une participation citoyenne limitée affaiblit la légitimité institutionnelle **[17]**. Une coordination déficiente entre agences publiques retarde la fourniture de services **[18]**. Ensemble, ces défaillances ouvrent des vides institutionnels que des organisations criminelles peuvent exploiter **[19]**.

2.3 Les villes africaines : entre urbanisation rapide et fragilité institutionnelle

Les villes africaines constituent l'un des laboratoires les plus dynamiques de transformation urbaine. La croissance y a constamment dépassé l'adaptation institutionnelle, produisant des régions métropolitaines marquées par une informalité étendue, des infrastructures faibles et une présence étatique inégale **[5]**. Simone **[20]** soutient que les villes africaines fonctionnent à travers des réseaux informels hautement adaptatifs qui compensent les carences institutionnelles. Myers **[21]** et Watson **[22]** répliquent qu'une informalité institutionnelle prolongée creuse les inégalités spatiales et accroît la vulnérabilité aux conflits. À Kinshasa, Trefon **[23], [7]** montre que des structures de gouvernance informelles se substituent régulièrement aux institutions publiques, tout en renforçant le clientélisme et l'opacité.

2.4 Le vide de connaissance

Quatre lacunes de la littérature motivent cette étude. Premièrement, la plupart des recherches analysent la gouvernance à travers des dimensions isolées plutôt qu'à travers des cadres multidimensionnels intégrés. Deuxièmement, les travaux empiriques sur la relation gouvernance-sécurité demeurent fragmentés. Troisièmement, la recherche sur Kinshasa a traité l'habitat informel, l'administration foncière et la décentralisation séparément, avec peu d'attention à leurs interactions. Quatrièmement, Kinshasa demeure sous-représentée dans la recherche comparative sur la gouvernance urbaine au regard de sa taille et de son rythme de croissance.

3. Cadre conceptuel et hypothèses

S'appuyant sur le cadre d'ONU-Habitat **[12]**, cette étude traite la gouvernance urbaine comme une construction multidimensionnelle comprenant huit principes interdépendants. Plutôt que de fonctionner indépendamment, ces principes sont supposés interagir dynamiquement pour façonner la performance institutionnelle et, en définitive, la sécurité urbaine.

Le cadre traite la défaillance de gouvernance comme cumulative. Une carence dans un principe, la transparence, par exemple peut affaiblir la redevabilité, réduire la participation citoyenne, accroître la corruption, diminuer l'efficacité institutionnelle et, à terme, contribuer à l'insécurité.

Sur la base de ce cadre, l'étude teste deux hypothèses principales :

H1 : La qualité globale de la gouvernance urbaine est associée à la sécurité urbaine à Kinshasa.

H2 : Les déficits de gouvernance interagissent de manière cumulative pour accroître l'insécurité urbaine.

4. Matériel et méthodes

4.1 Zone d'étude

Kinshasa, capitale de la RDC, est l'une des régions métropolitaines à la croissance la plus rapide d'Afrique. La ville compte 24 municipalités (communes) réparties sur environ 9 965 km². Le développement y est très inégal : les communes centrales bénéficient d'infrastructures relativement meilleures, tandis que les zones périphériques connaissent des déficits chroniques en matière d'infrastructures, de services publics et de sécurité **[24]**.

4.2 Devis de recherche et collecte des données

L'étude a adopté un devis de méthodes mixtes combinant approches qualitative et quantitative dans une perspective historico-institutionnelle **[25]**. Quatre sources de données ont été combinées : revue documentaire (178 documents), entretiens semi-structurés avec 45 informateurs clés, huit groupes de discussion (72 participants) dans quatre communes contrastées (Gombe, Masina, Kimbanseke, Ngaliema), et données administratives.

Les entretiens ont couvert l'ensemble des 24 communes de Kinshasa, avec une concentration dans les communes présentant des défis de gouvernance contrastés. Les groupes de discussion ont respecté une stricte parité de genre (36 femmes, 36 hommes).

4.3 Mesure de la performance de la gouvernance

Chaque principe de gouvernance a été traduit en indicateurs mesurables. Des scores composites (0-10) ont été calculés pour évaluer la performance relative de chaque dimension. L'Indice de Gouvernance Urbaine (IGU) a été construit comme la moyenne des scores des huit principes.

4.4 Analyse des données

Les données quantitatives ont été analysées à l'aide de statistiques descriptives et d'indices composites. Les données qualitatives ont été analysées par analyse thématique de contenu **[26]**. L'intégration des résultats quantitatifs et qualitatifs a permis d'expliquer non seulement l'ampleur des déficits de gouvernance, mais aussi les mécanismes institutionnels par lesquels ces déficits ont contribué à l'insécurité urbaine.

5. Résultats

5.1. Évolution de la gouvernance urbaine à Kinshasa, 1960-2025

L'analyse historique révèle une ville dont la gouvernance a évolué à travers des réformes institutionnelles successives qui n'ont que partiellement répondu aux pressions générées par l'urbanisation rapide. Sur l'ensemble de la période, les déficits de gouvernance se sont accumulés plutôt que résorbés.

Tableau 1 : Évolution historique de la gouvernance urbaine à Kinshasa

Période	Faits marquants
1960-1997 Retrait de l'État et informalité croissante	Code foncier de 1973 : nationalisation sur le papier, persistance des pratiques coutumières (92 % des transactions périphériques) ; budget de l'urbanisme en chute de 8,5 % à 1,2 % du budget national ; constructions sans permis passant de 15 % à 78 % ; population passant de 400 000 à 5 millions **[27]**
1998-2018 Réformes inabouties	Constitution de 2006 consacre la décentralisation ; loi organique de 2008 ne transfère effectivement que 3 des 12 compétences prévues ; SDAU de 2010 jamais adopté ni appliqué **[28]** ; population passant de 5 à 12 millions
2019-2025 Gouvernance sous pression	Population dépassant 17 millions ; 82 % des constructions sans permis ; 20 % de la population ayant accès à l'eau potable, 10 % à une électricité stable ; environ 40 % du territoire fonctionnant comme espace non gouverné **[2], [3]**

Un haut responsable provincial de l'urbanisme a résumé cette trajectoire :

« Aujourd'hui, nous gérons une ville de plus de 17 millions d'habitants avec les moyens d'une ville de 500 000 habitants. C'est mathématiquement impossible. » **(Entretien, chef de division provinciale de l'urbanisme).**

5.2. Performance des huit principes de gouvernance urbaine

L'évaluation multidimensionnelle révèle une variation considérable entre les huit principes, mais aucun d'entre eux n'atteint un niveau de performance adéquat.

Tableau 2 : Performance des huit principes de gouvernance urbaine

Principe	Score (0-10)	Niveau	Constat clé
Redevabilité	3,5	Faible	6,2 % du budget géré localement ; seuls 12 % des communes publient leur budget **[29]**
État de droit	2,0	Faible	82 % des constructions sans permis ; 73 % des titres fonciers présentant des anomalies **[30], [29]**
Transparence	1,5	Critique	84 % des permis obtenus par corruption ; délai moyen de 8 mois **[31]**
Efficacité	2,0	Faible	33 % de taux d'achèvement des projets ; 21 % de satisfaction citoyenne **[32]**
Communication	2,5	Modéré	Aucune coordination formelle ; ~450 groupes WhatsApp informels (Enquête terrain, 2024)
Subsidiarité	1,0	Critique	94 % des ressources centralisées ; 9,4 % des compétences transférées **[33]**
Cohérence	1,5	Faible	Code foncier de 1973 inadéquat ; SDAU de 2010 jamais appliqué **[28]**
Participation	4,0	Modéré	72 % de groupes de femmes ; 67 % de CDL ; mais 0 % institutionnalisé (Focus groups, 2024)
IGU global	**2,25**	**Critique**	-

International Journal of Progressive Sciences and Technologies (IJPSAT)
ISSN: 2509-0119.
© 2026 Scholar AI LLC.
https://ijpsat.org/
Vol. 59 No. 2 October 2026, pp. 962-972

Globalement, les résultats indiquent des faiblesses de gouvernance systémiques plutôt qu'isolées, touchant simultanément plusieurs dimensions institutionnelles. La subsidiarité s'est révélée le principe le plus déficient. Un maire d'une commune périphérique l'a exprimé sans détour :

« La décentralisation urbaine à Kinshasa est une illusion. Les communes n'ont pas de budget, pas de compétences réelles. On décentralise sur le papier, mais on recentralise dans la pratique. » **(Entretien, bourgmestre d'une commune périphérique).**

5.3. Moteurs institutionnels de l'insécurité urbaine

Les données mettent en évidence quatre mécanismes distincts par lesquels la faiblesse institutionnelle se traduit en insécurité urbaine.

Tableau 3 : Voies reliant les déficits de gouvernance à l'insécurité urbaine

Voie	Mécanisme
1. Défaillance de l'administration foncière	Réglementation foncière faible → habitat informel → conflits fonciers (73 % d'anomalies de titres ; 82 % de constructions non réglementées)
2. Corruption et opacité	Faible transparence → corruption → constructions illégales (84 % des permis obtenus par pots-de-vin)
3. Fragmentation institutionnelle	Subsidiarité faible → services fragmentés → insécurité (94 % de centralisation ; ~40 % du territoire en zones de non-droit)
4. Vide institutionnel	Défaillance de gouvernance → vides institutionnels → acteurs criminels (320 à 450 gangs Kuluna) **[8]**

La criminalité enregistrée a fortement augmenté entre 2010 et 2024 : homicides +209 %, vols à main armée +212 %, viols +171 %, enlèvements +593 % **[34]**. Cette évolution a coïncidé avec l'émergence de 320 à 450 gangs Kuluna estimés, opérant principalement dans les communes périphériques. Un directeur d'ONG locale a expliqué :

« Les Kuluna sont devenus une autorité parallèle dans certains quartiers. La police n'ose plus s'aventurer dans certaines zones après 18 heures. C'est un échec complet du monopole de la violence légitime de l'État. » **(Entretien, directeur d'ONG locale)**.

Tableau 4 : Présence policière et criminalité par zone

Zone	Ratio police/population	Incidents pour 10 000 hab.	Délai d'intervention moyen
Centre-ville (Gombe)	1/450	12	8 minutes
Zones résidentielles	1/1 200	34	25 minutes
Périphérie organisée	1/3 500	67	45 minutes
Périphérie informelle	1/8 000	123	>60 minutes, ou aucune

Source : Données PNC (Police nationale congolaise) et entretiens.

La précarité économique est le moteur le plus fréquemment cité du recrutement criminel, 87 % des répondants ont désigné la pauvreté et le chômage comme causes principales de l'implication dans les gangs. Une assistante sociale a décrit la logique sous-jacente :

« Ces jeunes ne deviennent pas Kuluna par choix, mais par nécessité. Quand on n'a ni travail, ni perspective, ni avenir, le gang offre une identité, un revenu, une forme de reconnaissance. » **(Entretien, assistante sociale).**

International Journal of Progressive Sciences and Technologies (IJPSAT)
ISSN: 2509-0119.
© 2026 Scholar AI LLC.
https://ijpsat.org/
Vol. 59 No. 2 October 2026, pp. 962-972

5.4. Déficits de gouvernance et résilience institutionnelle

Les défaillances de gouvernance surviennent rarement de manière indépendante. Les carences d'un principe renforcent systématiquement les faiblesses des autres : une transparence insuffisante réduit la redevabilité, une redevabilité affaiblie diminue la confiance publique, une participation limitée affaiblit la communication entre autorités et communautés, ce qui réduit à son tour l'efficacité des politiques.

Tableau 5 : Corrélations entre les principes de gouvernance

Principe	Subs.	Transp.	État de droit	Effic.	Redev.	Comm.	Partic.	Cohér.
Subsidiarité	1,00	0,76	0,84	0,79	0,88	0,70	0,32	0,81
Transparence	0,76	1,00	0,85	0,72	0,78	0,69	0,25	0,82
État de droit	0,84	0,85	1,00	0,80	0,82	0,71	0,28	0,86
Efficacité	0,79	0,72	0,80	1,00	0,75	0,65	0,30	0,77
Redevabilité	0,88	0,78	0,82	0,75	1,00	0,68	0,35	0,80
Communication	0,70	0,69	0,71	0,65	0,68	1,00	0,40	0,66
Participation	0,32	0,25	0,28	0,30	0,35	0,40	1,00	0,28
Cohérence	0,81	0,82	0,86	0,77	0,80	0,66	0,28	1,00

Tous les principes, à l'exception de la participation, sont fortement corrélés entre eux. La participation se distingue, ne corrélant que faiblement avec les autres, ce qui concorde avec le constat qualitatif selon lequel la participation à Kinshasa relève surtout de l'initiative communautaire informelle.

Malgré ces défaillances, des mécanismes de résilience communautaire ont émergé dans la plupart des quartiers, portés majoritairement par des femmes. Une femme de Masina a décrit comment cela fonctionne :

« Dans notre quartier, ce sont les femmes qui tiennent tout. Nous avons créé une caisse de solidarité, nous nous organisons pour curer les caniveaux avant la saison des pluies. Les hommes parlent, mais nous, nous agissons. » **(Focus group femmes, Masina).**

6. Discussion

6.1. Des déficits de gouvernance systémiques plutôt qu'isolés

Les résultats montrent que la défaillance de gouvernance à Kinshasa ne constitue pas un ensemble de faiblesses administratives isolées, mais un schéma systémique de carence institutionnelle. L'Indice de gouvernance urbaine composite confirme que plusieurs dimensions sont simultanément affectées, aucun principe n'atteignant un seuil de performance adéquat. La matrice de corrélations rend visible le caractère systémique de cette carence, la subsidiarité présentant une forte interdépendance avec la redevabilité, l'État de droit avec la cohérence, et la transparence avec l'État de droit.

Ces résultats prolongent l'analyse institutionnelle d'Ostrom **[35]** et North **[36]** en montrant que, dans des contextes métropolitains fragiles, les principes de gouvernance fonctionnent comme un système interconnecté. L'implication pour la réforme est significative : les interventions ciblant un principe unique, isolément, ont peu de chances de réussir.

6.2. La gouvernance urbaine comme déterminant de la sécurité

Les résultats confirment que la sécurité urbaine à Kinshasa est façonnée fondamentalement par la qualité de la gouvernance urbaine. Les quatre voies identifiées, défaillance de l'administration foncière, corruption et opacité, fragmentation institutionnelle et vide institutionnel offrent une lecture plus fine de la chaîne causale.

Sur l'administration foncière, la prévalence des anomalies de titres (73 %) et la prédominance des litiges civils fonciers (60 %) concordent avec l'analyse de Durand-Lasserve **[15]**, mais les résultats montrent que cette défaillance interagit avec les déficits de transparence et de cohérence pour créer un vide institutionnel plus large. Sur la corruption, le recours quasi universel au paiement informel pour l'obtention des permis rejoint les constats de Transparency International **[16]**. Sur la fragmentation institutionnelle, la persistance d'une centralisation extrême confirme la critique de Smoke **[37]** sur la décentralisation incomplète. Sur le vide institutionnel, la prolifération de gangs criminels dans les zones non gouvernées rappelle l'analyse de Simone **[20]**, mais les résultats suggèrent que les acteurs criminels exploitent l'interaction cumulative de plusieurs défaillances institutionnelles.

La dimension spatiale des résultats est frappante : les zones ayant la plus faible présence policière concentrent l'écrasante majorité des incidents graves, et les délais d'intervention augmentent fortement du centre vers la périphérie, une illustration de ce que Graham **[38]** appelle la « bunkerisation » de l'espace urbain.

6.3. Repenser la décentralisation dans les villes africaines

Les résultats nuancent les lectures optimistes de la décentralisation comme panacée. À Kinshasa, la décentralisation a transféré des responsabilités sans autonomie financière ni capacité administrative correspondantes, produisant une fragmentation institutionnelle. Ce constat rejoint la critique de Smoke **[37]**, mais les résultats prolongent cette critique en montrant que la décentralisation incomplète interagit avec des déficits de transparence, d'État de droit et de cohérence.

Le contraste avec d'autres expériences africaines est instructif : la Stratégie métropolitaine de Nairobi au Kenya et la planification du développement intégré en Afrique du Sud ont obtenu des succès mesurables, mais ces deux cas ont bénéficié d'une capacité institutionnelle plus forte et d'une décentralisation fiscale plus poussée. Les résultats font également écho à la critique de Watson **[22]** sur la planification moderniste : le plan directeur SDAU de 2010, jamais adopté ni appliqué, illustre cet écart.

6.4. Un modèle cumulatif de gouvernance de l'insécurité urbaine

Cette étude propose un modèle cumulatif de gouvernance de l'insécurité urbaine. Contrairement aux approches qui analysent des dimensions isolées, le modèle suggère que l'insécurité résulte de l'interaction cumulative de multiples défaillances de gouvernance. Le modèle cumulatif comporte quatre implications. Premièrement, la réforme de la gouvernance doit s'attaquer simultanément à plusieurs principes. Deuxièmement, les quatre voies identifiées offrent des points d'entrée concrets pour une intervention priorisée. Troisièmement, la concentration spatiale des déficits appelle des réponses territorialement ciblées. Quatrièmement, la réforme doit être phasée et soutenue sur une période prolongée.

6.5. Le rôle de la résilience communautaire et féminine

Un résultat majeur est la mise en évidence du rôle central des femmes dans la résilience urbaine. Les discussions de groupes révèlent que ce sont elles qui assurent l'essentiel des tâches de survie collective : gestion de l'eau (avec des corvées quotidiennes de plusieurs heures), solidarité financière à travers les tontines (85 % des ménages), entraide face aux catastrophes, vigilance sécuritaire de proximité. 72 % des quartiers ont des groupements féminins actifs.

Cette contribution massive reste largement invisibilisée dans les politiques publiques, et leurs initiatives demeurent non reconnues par les pouvoirs publics. Ce constat rejoint les analyses de Chant et McIlwaine **[39]** sur la « féminisation de la responsabilité » dans les villes du Sud, où les femmes assument l'essentiel des tâches de survie collective sans reconnaissance ni soutien.

6.6. Implications politiques

Les résultats comportent des implications politiques qui dépassent Kinshasa. Premièrement, la décentralisation doit être menée de pair avec les ressources : les communes ont besoin à la fois de responsabilités et des moyens financiers de les exercer. Deuxièmement, la gouvernance foncière doit être renforcée en priorité, la numérisation du cadastre, les campagnes de régularisation et les tribunaux spécialisés constituent des points de départ. Troisièmement, les mesures anticorruptions doivent être intégrées à une réforme de gouvernance plus large. Quatrièmement, les politiques publiques devraient reconnaître et soutenir les mécanismes de résilience communautaire, en particulier ceux portés par les femmes. Cinquièmement, la fragmentation de la gouvernance entre 24 communes appelle des structures de coordination métropolitaine.

7. Conclusion

Cette étude a examiné comment les déficits de gouvernance urbaine ont contribué à l'insécurité à Kinshasa entre 1960 et 2025. Trois résultats se dégagent. Premièrement, la gouvernance urbaine est structurellement déficiente : l'Indice de gouvernance urbaine composite confirme qu'aucun principe n'atteint un seuil de performance adéquat (2,25/10). Deuxièmement, les déficits sont systémiques : les huit principes interagissent à travers des boucles de rétroaction. Troisièmement, la défaillance de gouvernance alimente l'insécurité à travers quatre voies identifiables, défaillance de l'administration foncière, corruption et opacité, fragmentation institutionnelle et vide institutionnel. Malgré ces défaillances, des mécanismes de résilience communautaire ont émergé, portés majoritairement par des femmes.

L'étude contribue à la littérature de trois manières. Premièrement, elle propose un cadre analytique intégré reliant principes de gouvernance, résilience institutionnelle et sécurité urbaine. Deuxièmement, elle fournit des données empiriques issues de l'une des mégapoles africaines à la croissance la plus rapide. Troisièmement, elle démontre le caractère cumulatif des déficits de gouvernance, montrant que les résultats sécuritaires dépendent de l'interaction systémique des dimensions de gouvernance.

Limites

Plusieurs limites doivent être reconnues. L'étude repose sur un échantillonnage raisonné, ce qui peut limiter la généralisabilité. La qualité des données pour les périodes anciennes est inégale. Des sujets sensibles, corruption, réseaux criminels peuvent avoir été sous-déclarés. L'étude porte sur une seule ville, ce qui limite la comparabilité directe. Enfin, l'analyse quantitative (corrélations) est basée sur un nombre limité d'unités territoriales (12 communes). Bien que les tendances soient cohérentes avec les données qualitatives, les résultats quantitatifs doivent être interprétés comme exploratoires.

Réflexion finale

Kinshasa n'est pas simplement un problème à résoudre ; c'est la réalité vécue de millions de femmes et d'hommes qui inventent quotidiennement des solutions pour survivre. Cette recherche a documenté des défaillances chroniques de gouvernance, mais aussi la résilience des Kinois, en particulier des femmes qui portent l'essentiel du fardeau de la survie collective. Cette résilience constitue une ressource sur laquelle pourrait se construire une ville plus sûre et plus durable. La gouvernance de Kinshasa n'est pas une fatalité. Les voies à suivre, réforme foncière, décentralisation effective, politique de sécurité intégrée, soutien à la résilience communautaire et coordination métropolitaine existent déjà. Ce qui reste, c'est la volonté politique et l'engagement soutenu nécessaires pour les emprunter.

Remerciements

Les auteurs remercient l'ensemble des participants aux entretiens et aux groupes de discussion pour leur disponibilité et leurs contributions à cette étude

Références

[1] Nations Unies. (2019). World Urbanization Prospects : The 2018 Revision (ST/ESA/SER.A/420). New York : Nations Unies. Disponible sur le lien : https://population.un.org/wup/Publications/Files/WUP2018-Report.pdf

[2] ONU-Habitat. (2022). World Cities Report 2022 : Envisaging the Future of Cities. Nairobi : ONU-Habitat. Disponible sur le lien: https://unhabitat.org/world-cities-report-2022-envisaging-the-future-of-cities

[3] Banque mondiale. (2023). Urban Development Overview. Washington : Banque mondiale.

[4] OCDE/CSAO (Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest). (2020). Dynamiques de l'urbanisation africaine 2020 : Africapolis, cartographier une nouvelle géographie urbaine. Paris : OECD Publishing. DOI : https://doi.org/10.1787/481c7f49-fr

[5] ONU-Habitat. (2014). The State of African Cities 2014 : Re-imagining Sustainable Urban Transitions. Nairobi : ONU-Habitat. DOI : https://doi.org/10.18356/109f7efd-en

[6] Aundu Matsanza, G. (2021). Gouvernance locale en République démocratique du Congo : articulations de la décentralisation. Louvain-la-Neuve : Academia-L'Harmattan.

[7] Trefon, T. (2011). Congo Masquerade : The Political Culture of Aid Inefficiency and Reform Failure. Londres : Zed Books.

[8] Global Initiative Against Transnational Organized Crime. (2021). Urban Violence in Kinshasa : The Kuluna Phenomenon. Genève : Global Initiative.

[9] Rhodes, R. A. W. (1996). The new governance : Governing without government. Political Studies, 44(4), 652-667.

[10] Pierre, J. (1999). Models of urban governance : The institutional dimension of urban politics. Urban Affairs Review, 34(3), 372-396.

[11] Le Galès, P. (2002). European Cities : Social Conflicts and Governance. Oxford : Oxford University Press.

[12] ONU-Habitat. (2002). The Global Campaign on Urban Governance : Concept Paper (2e éd.). Nairobi : ONU-Habitat.

[13] PNUD. (1994). Rapport mondial sur le développement humain 1994 : nouvelles dimensions de la sécurité humaine. New York : Oxford University Press.

[14] ONU-Habitat. (2007). Enhancing Urban Safety and Security : Global Report on Human Settlements 2007. Londres : Earthscan.

[15] Durand-Lasserve, A. (2006). Market-driven evictions and displacements : Implications for the perpetuation of informal settlements in developing cities. In M. Huchzermeyer & A. Karam (dir.), Informal Settlements : A Perpetual Challenge? (p. 207-227). Le Cap : UCT Press.

[16] Transparency International. (2023). Indice de perception de la corruption 2022. Berlin : Transparency International. Disponible sur le lien : https://www.transparency.org/en/cpi/2023 DOI : https://doi.org/10.37307/j.1867-8394.2024.02.05

[17] Arnstein, S. R. (1969). A ladder of citizen participation. Journal of the American Institute of Planners, 35(4), 216-224.

[18] Graham, S., & Marvin, S. (2001). Splintering Urbanism : Networked Infrastructures, Technological Mobilities and the Urban Condition. Londres : Routledge.

[19] UNODC. (2019). Global Study on Homicide 2019. Vienne : UNODC.

Disponible sur le lien : https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/global-study-on-homicide.html

[20] Simone, A. (2004). For the City Yet to Come : Changing African Life in Four Cities. Durham : Duke University Press.

[21] Myers, G. A. (2011). African Cities : Alternative Visions of Urban Theory and Practice. Londres : Zed Books.

[22] Watson, V. (2009). The planned city sweeps the poor away : Urban planning and 21st century urbanisation. Progress in Planning, 72(3), 151-193.

[23] Trefon, T. (2004). Reinventing Order in the Congo : How People Respond to State Failure in Kinshasa. Londres : Zed Books.

[24] Lelo Nzuzi, F. (2018). Kinshasa : ville et environnement. Paris : L'Harmattan.

[25] Creswell, J. W. (2014). Research Design : Qualitative, Quantitative, and Mixed Methods Approaches (4e éd.). Thousand Oaks : SAGE Publications.

[26] Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. Qualitative Research in Psychology, 3(2), 77-101.

[27] de Saint Moulin, L. (2021). Histoire de Kinshasa : problèmes fonciers et urbanisation (1881-2020). Paris : L'Harmattan.

[28] Lumu Mbela, G. (2023). La gouvernance urbaine post-conflit en RDC : décentralisation, fragmentation et résilience à Kinshasa. Bruxelles : Peter Lang.

[29] Inspection Générale des Finances (IGF). (2021). Audit du secteur foncier : rapport définitif. Kinshasa : Présidence de la République.

[30] Ministère de l'Urbanisme et Habitat (RDC). (2022). Rapport sur l'habitat informel et la construction sans permis à Kinshasa. Kinshasa : Gouvernement de la RDC.

[31] Transparency International RDC. (2022). Corruption dans les permis urbains à Kinshasa : rapport d'enquête. Kinshasa : Transparency International RDC.

[32] Banque mondiale. (2022). Kin Elenda Project : Urban Resilience in Kinshasa. Project Appraisal Document. Washington : Banque mondiale.

[33] Bakwesegha-Osula, J. (2020). La décentralisation en RDC : entre texte et réalité. Thèse de doctorat, Université de Kinshasa.

[34] Ligue des Droits de l'Homme (LDH). (2023). Rapport sur l'insécurité urbaine à Kinshasa : phénomène Kuluna et zones de non-droit. Kinshasa : LDH.

[35] Ostrom, E. (2010). Beyond markets and states : Polycentric governance of complex economic systems. American Economic Review, 100(3), 641-672.

[36] North, D. C. (1990). Institutions, Institutional Change and Economic Performance. Cambridge : Cambridge University Press.

[37] Smoke, P. (2015). Rethinking decentralization : Assessing challenges to a popular public sector reform. Public Administration and Development, 35(2), 97-112.

[38] Graham, S. (2010). Cities under Siege : The New Military Urbanism. Londres : Verso.

[39] Chant, S., & McIlwaine, C. (2016). Cities, Slums and Gender in the Global South : Towards a Feminised Urban Future. Londres : Routledge.